



## Ordonnance de télécom CRTC 2018-421

Version PDF

Ottawa, le 8 novembre 2018

*Numéro de dossier : Avis de modification tarifaire 946*

### **Bell Canada – Demande *ex parte***

1. Le Conseil **approuve provisoirement** la demande *ex parte*<sup>1</sup> déposée par Bell Canada le 22 octobre 2018, sous réserve de la condition suivante :

Bell Canada doit informer le Conseil du résultat du processus de sélection le plus tôt possible, et l'aviser si le client lui a attribué le contrat. Si Bell Canada se voit attribuer le contrat, la compagnie devra déposer auprès du Conseil, dans les deux jours ouvrables suivant l'avis relatif à l'attribution du contrat, une version électronique de la demande, laquelle sera affichée sur le site Web du Conseil. Entre autres dispositions, l'article 59 des *Règles de pratique et de procédure du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes* incorpore par renvoi les exigences procédurales établies dans le bulletin d'information de télécom 2010-455-1<sup>2</sup>, lesquelles permettent aux intervenants de déposer des interventions dans les 30 jours civils suivant la date à laquelle la demande tarifaire du groupe B est versée au dossier public.

Secrétaire général

---

<sup>1</sup> Une demande *ex parte* est déposée auprès du Conseil sans avis au public et, de ce fait, n'est pas versée au dossier public au moment du dépôt initial. Le Conseil rend une décision *ex parte* quand, pour ce faire, il se base uniquement sur les mémoires que le demandeur a déposés. Aux termes du paragraphe 61(3) de la *Loi sur les télécommunications*, le Conseil est autorisé à rendre une décision *ex parte* s'il estime que les circonstances le justifient. Dans la décision *Examen du cadre de réglementation*, Décision Télécom CRTC 94-19, 16 septembre 1994, le Conseil a énoncé plusieurs facteurs dont il doit tenir compte dans toute décision d'autoriser les dépôts tarifaires *ex parte*, y compris l'intérêt public à l'égard de l'exploitation efficace d'un marché concurrentiel et à l'égard d'une démarche réglementaire ouverte.

<sup>2</sup> *Processus d'approbation des demandes tarifaires et des ententes entre entreprises*, Bulletin d'information de télécom CRTC 2010-455-1, 19 février 2016